

Café : la success story qui cache la crise

À l'heure où les prix internationaux du café s'effondrent, au point que certains producteurs latino-américains refusent de vendre leur production, Commerce Équitable France, Max Havelaar France, le Collectif Repenser les Filières et le Basic publient une étude inédite sur le café qui s'appuie sur une analyse socioéconomique de la filière et trois études de cas plus spécifiques (Colombie, Éthiopie, Pérou). En voici les points saillants.

Une création de valeur qui explose...

Depuis 2003, les ventes de café en France ont plus que doublé en valeur, en particulier grâce à un renouvellement du marché lié à l'émergence des cafés arabicas premium en formats portionnés (dosettes et capsules) aujourd'hui proposés par tous les grands torréfacteurs et distributeurs et dont les français sont devenus les premiers consommateurs par habitant.

Ventes de café - en valeur - consommé à domicile en France par format en 2012 et 2017

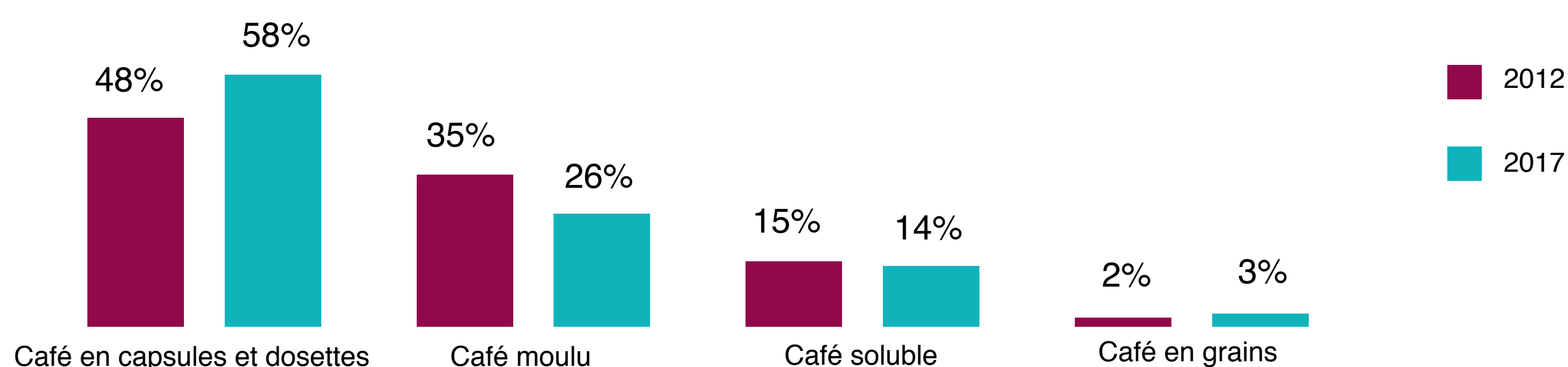


Figure 1 : Évolution des ventes de café en valeur consommé à domicile en France par format entre 2012 et 2017. Source : BASIC

La hausse des revenus générés par cette évolution bénéficie à un secteur de plus en plus concentré : les trois premiers acteurs du café en France, Nestlé (34%), JDE (30%) et Lavazza (17%) représentent désormais 81% du marché, contre 70% en 2008. Cette concentration des acteurs dominants renforce leur pouvoir de négociation au sein des chaînes d'approvisionnement.

... Mais ne ruisselle pas jusqu'aux producteurs

Évolution de la répartition de la valeur du café consommé à domicile (tous formats), en millions d'euros

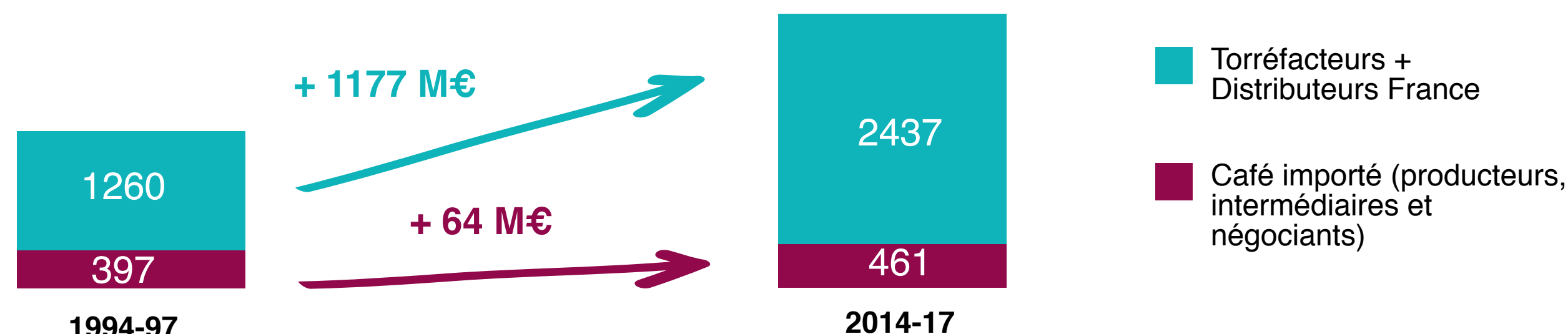


Figure 2 : Évolution de la répartition de la valeur du café consommé à domicile en France en 1994-1997 et 2014-2017. Source : BASIC

À 20 ans d'intervalle, les torréfacteurs et les distributeurs ont retiré 1,177 milliard d'euros supplémentaires de leurs ventes annuelles de café en France, tandis que les producteurs et les négociants n'ont reçu que 64 millions d'euros en plus. Ainsi, sur cette période, le revenu capté par les pays de production est passé de 24% de la valeur au milieu des années 1990 à 16% en 2017.

Or, la plupart des caféiculteurs subissent actuellement une dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Confrontés à des chutes régulières des cours mondiaux du café et à une augmentation des coûts de production liée aux coûts de main d'oeuvre et des intrants, dépendants de leurs acheteurs, ils souffrent également d'un manque critique de trésorerie. À titre d'exemple, les producteurs péruviens et éthiopiens ont touché en 2017 un revenu 20% plus faible que 12 ans auparavant, ce qui ne leur permet pas de dépasser le seuil de pauvreté.

Des impacts sociétaux croissants, aggravés par le changement climatique

eRésultat : on observe dans les familles qui cultivent le café des problèmes de malnutrition, d'analphabétisme, voire de travail des enfants, leur paupérisation alimentant à une échelle plus large des phénomènes de migrations ou de trafic de drogue. Autres tendance inquiétantes, la hausse des pollutions environnementales liées à l'utilisation d'intrants chimiques, et la déforestation associée à l'expansion de la caféiculture et à l'intensification des pratiques agricoles.

Ces évolutions ont lieu dans un contexte d'impacts croissants du changement climatique sur la production de café, en particulier d'Arabica : les rendements et la qualité des récoltes sont régulièrement affectés, avec une augmentation des coûts de production et une dégradation des revenus des producteurs.

L'ensemble de ces impacts économiques, sociaux et environnementaux pèsent sur les économies des pays de production : à titre d'exemple, au Pérou et en Éthiopie en 2017, derrière chaque dollar généré par les exports de café il y avait entre 85 et 90 cents de coûts cachés à la charge des ces pays et de leur population (les "coûts sociétaux"), la Colombie s'en sortant mieux grâce à une meilleure valorisation du café à l'export. Des résultats qui illustrent la non-durabilité de la filière dans ces deux pays.

Un manque d'informations sur les retombées des certifications "durables"

Produit emblématique du commerce équitable, le café concentre un nombre important de démarches "alternatives" mieux disantes sur les plans environnemental et/ ou social.

Sur la base de nos études de cas, les certifications durables" comme Rainforest et UTZ - désormais fusionnées - se caractérisent par le peu d'études et d'information indépendantes qui rend difficile l'objectivation de leurs impacts. Les documents disponibles témoignent néanmoins d'une vision de la durabilité économique pour les producteurs centrée sur la hausse de leurs rendements afin d'améliorer leur rentabilité et leurs revenus ; l'idée étant qu'il n'y a pas besoin de réguler le marché pour résoudre les problématiques sociales et environnementales de la filière dès lors que les entreprises en aval se dotent de critères en la matière, ce qui est loin d'être corroboré par l'étude. Dans les faits, ces certifications sont généralement associées à des exploitations plus grandes, qui utilisent plus d'intrants et disposent de moyens et d'accompagnement supérieurs à la moyenne.

Le commerce équitable : un outil qui fonctionne...

Plus nombreuses, les études et publications sur le commerce équitable montrent que ce système permet d'améliorer la situation des producteurs de café, en particulier les revenus qu'ils dégagent de leur activité :

- En posant comme préalable aux filières équitables l'organisation collective des producteurs qui permet de renforcer leur pouvoir de négociation.
- En proposant un filet de sécurité (le prix minimum) ainsi qu'une prime collective
- Grâce à la prime biologique qui facilite le passage en bio et permet de préserver les modèles de production agroforestiers.

Mélange de café vendu en grande distribution Paquet 250g Marque nationale contenant du café du Pérou, en %, 2017

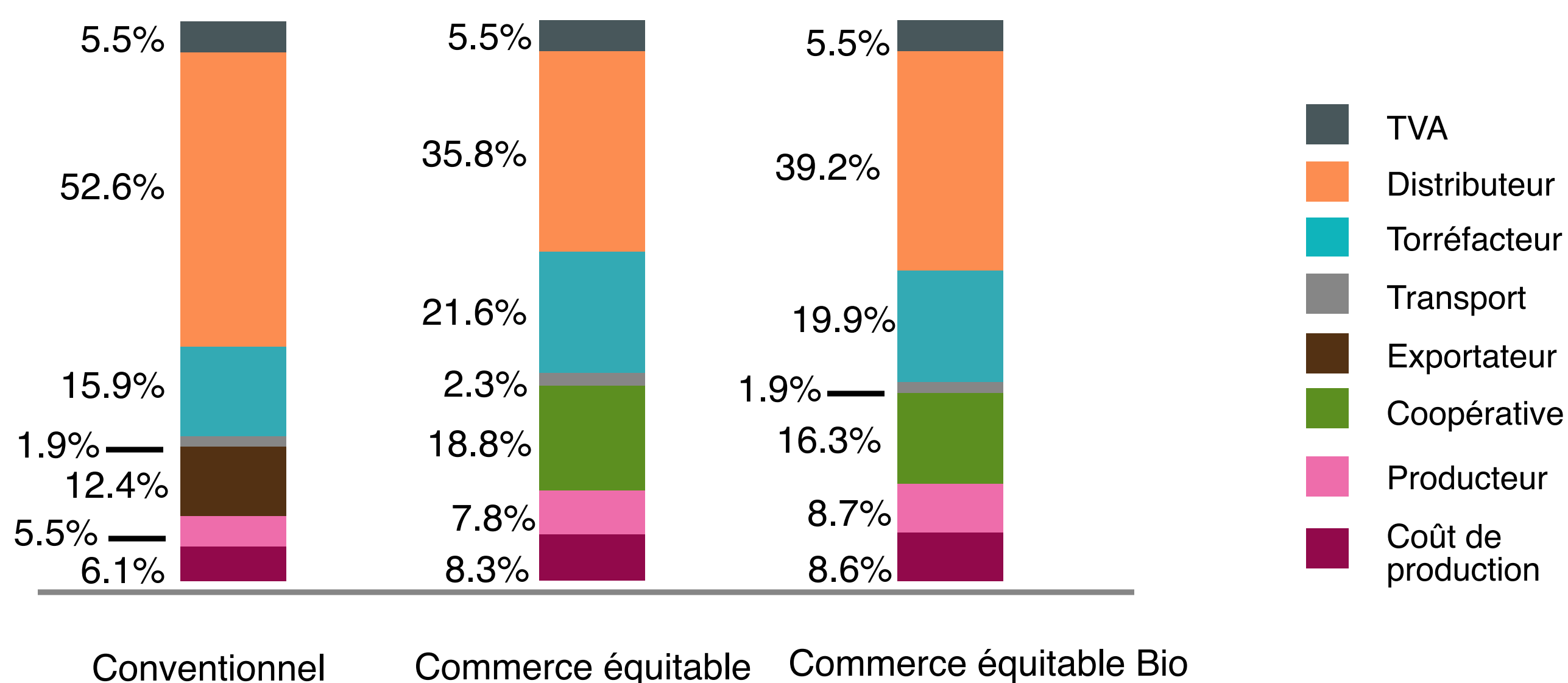


Figure 3 : Comparaison de la décomposition de valeur de paquets moulu 250g entre les filières conventionnelles et équitables Pérou-France. Source : BASIC

C'est d'ailleurs la double labellisation équitable - agriculture biologique qui génère les meilleurs résultats, comme en témoigne le calcul des coûts cachés reportés sur la société : pour chaque dollar lié à l'export de café, les coûts sociétaux liés au café conventionnel sont réduits de 45% en Éthiopie, 58% en Colombie et 66% au Pérou. Les leviers activés par le commerce équitable sont nécessaires car ils touchent des points clés à l'origine des problèmes de la filière.

... Mais qui ne peut répondre seul aux enjeux actuels

Toutefois, leur efficacité varie fortement en fonction des volumes de café vendus aux conditions du commerce équitable par les coopératives - souvent trop faibles par rapport à leurs ventes totales - et des contextes régionaux.

Surtout, ils ne semblent pas suffisants pour répondre de façon autonome :

- au besoin d'encadrement des rapports de force actuellement en faveur des principaux acheteurs et des pratiques commerciales déloyales qui en découlent ;
- à la question de la répartition de la valeur tout au long de la chaîne : si le commerce équitable permet aux producteurs de capter une part plus importante du prix final du café lorsqu'il est vendu en paquet 250g, cette capacité s'atténue fortement dans les cas des capsules où 85% à 90% du prix final est capté par les torréfacteurs et distributeurs.

Le besoin d'un cadre régulateur

L'enjeu de la répartition de la valeur est pourtant central : dans un secteur de plus en plus concentré, les acteurs dominants en aval réussissent à capter une part croissante de la valeur générée par la filière, alors que les producteurs ont plus que jamais besoin de moyens financiers pour lutter contre les effets du changement climatique. Plus globalement, il semble désormais indispensable de penser collectivement l'articulation entre certifications équitables et biologiques, agroforesterie et régulations publiques.